

QUELLES AMBITIONS POUR LES VERTS ALLEMANDS ?



■ SÉBASTIEN MAILLARD

Directeur de l'Institut
Jacques Delors

■ ALICE SCHMIDHUBER

Assistante de
recherche, Institut
Jacques Delors

Les élections législatives allemandes, qui s'achèvent le 26 septembre, mettent le parti des Verts allemands en position de revenir au pouvoir. Le scrutin survient au terme d'une campagne bousculée notamment par les inondations meurtrières de la mi-juillet en Rhénanie, qui ont souligné de nouveau l'urgence climatique. *Die Grünen* restent associés historiquement à la thématique écologique à laquelle leur candidate à la chancellerie, Annalena Baerbock, tient sa crédibilité. Celle-ci est toutefois mise à l'épreuve dans un pays qui s'apprête à tourner la page de l'ère-Merkel. Après 16 ans au pouvoir,

la CDU peine à rester favorite dans les sondages. Une coalition noir/vert ne ressort plus comme scénario dominant dans un scrutin toujours très ouvert, dont l'issue aura des répercussions pour toute l'Europe.

Ce décryptage vise à comprendre ce qu'est aujourd'hui *Bündnis 90/Die Grünen* : son histoire, sa vision, son électorat, ses priorités, notamment européennes, son leadership et sa capacité de compromis pour former un exécutif fédéral à même de conduire la transition écologique et sociale de l'économie allemande, selon son objectif affiché.

1 ■ Héritage contestataire et normalisation

Comparé à ses concurrents sociaux-démocrates, chrétiens-démocrates et libéraux, le parti des Verts est relativement récent. Il a été créé officiellement le 13 janvier 1980 à Karlsruhe. Il est contemporain d'autres formations écologiques fondées à cette

période dans les pays voisins (en Belgique, avec le parti Ecolo en 1980 ; en France, avec le Mouvement d'écologie politique lancé la même année ; en Autriche, avec des listes vertes en 1982 ; aux Pays-Bas, avec les Verts européens en 1983).

Le parti allemand est issu de mouvances très différentes, nées outre-Rhin au tournant des années 1960-1970, inspirées par le pacifisme anti-nucléaire, le neutralisme, le féminisme, et le fédéralisme. Ses valeurs fondatrices sont « l'écologie, le social, la démocratie de la base et la non-violence ». Il est opposé à la société de consommation de masse. Les Verts attirent des libertaires, issus de la mouvance post-68, des conservateurs attachés à la nature ou encore des partisans d'un catholicisme anti-industrialiste. Le parti apparaît donc hétéroclite par sa composition et alternatif par sa volonté, dans le contexte de la guerre froide, de dépasser le communisme et le capitalisme. Il se veut « ni à droite, ni à gauche, mais devant » (*Nicht Rechts, nicht Links, sondern Vorn*).

Le fait même de se constituer en un parti politique national n'allait pas de soi pour cette formation qui se définit elle-même comme « le parti anti-partis », aux revendications radicales, parmi lesquelles la sortie de l'Otan et du nucléaire. Loin des *Volksparteien* établis que sont le SPD et la CDU-CSU, *Die Grünen* introduit un style politique qui dénote. Il se distingue aussi par un mode de fonctionnement qui cherche à être en cohérence avec ses valeurs promues : décision collective, direction paritaire, participation directe de la base, rotation des élus à mi-mandat – qui sera vite abandonnée.

Le parti ne reste toutefois pas marginal. Tant le mode de scrutin proportionnel allemand que la structure fédérale du pays favorisent son intégration dans le paysage politique outre-Rhin. Il envoie ses premiers élus dans plusieurs parlements des *Länder*, à commencer par le Bade-Wurtemberg en 1980. Au niveau national, il recueille 5,6% des voix aux législatives de 1983, qui marque l'entrée de ses premiers députés au Bundestag. Parmi eux, Joschka Fischer, qui sera ensuite le premier des Verts à participer à une coalition gouvernementale dans un *Land*, en devenant ministre de l'Environnement et de l'Énergie de Hesse en 1985. Avec 8,3% aux législatives

fédérales deux ans plus tard, les Verts poursuivent leur ascension.

En se frottant directement au pouvoir dans certains *Länder* et en participant à des coalitions (dominées le plus souvent par le SPD), **Die Grünen se normalisent en même temps que le thème de l'écologie se banalise**. Cette intégration politique entraîne une division interne au parti, opposant *Fundis* et *Realos*. Les premiers, alors présents à la tête du parti, rejettent l'alliance avec d'autres formations jugées incompatibles avec leurs idées. Les autres, dominant le groupe parlementaire au Bundestag, refusent de rester un parti de niche impuissant et considèrent au contraire l'implication dans des coalitions comme incontournable pour diffuser leurs idées et transformer en profondeur la société. Le débat illustre la dialectique classique entre éthique de conviction et éthique de responsabilité, selon la fameuse distinction de Marx Weber.

Les Verts abordent la décennie 1990 affaiblis par cette division interne mais aussi par la question de la réunification. Le parti, comme d'autres formations, s'oppose à une absorption complète par la RFA de la RDA. À l'Est, les Verts sont perçus avant tout comme un parti « occidental » – et y demeurent faibles encore aujourd'hui (cf. plus bas). *Die Grünen* n'obtient aucun siège après les législatives de 1990 et voit le départ de plusieurs de ses ténors les plus radicaux. À l'inverse, son nouveau parti partenaire de l'Est, *Bündnis 90* (Alliance 90) gagne 8 sièges dans le premier Bundestag de l'Allemagne réunifiée, dont deux issus du petit parti vert allemand. La fusion entre les Verts de l'Ouest et *Bündnis 90* s'opère en 1993 et la nouvelle formation progresse aux législatives l'année suivante, qui voit le retour des *Grünen* au Bundestag, dans les rangs de l'opposition.

La normalisation du parti atteint son sommet avec la participation des Verts à la coalition dirigée par Gerhard Schröder (SPD), de 1998 à 2005. Le gouvernement fédéral

compte trois ministres verts, dont le poste de vice-chancelier, ministre des affaires étrangères, occupé par Joschka Fischer. L'expérience du pouvoir les contraint au pragmatisme. Il abandonne son pacifisme radical par la participation à la guerre en ex-Yougoslavie puis en Afghanistan. Il tourne le dos aussi à son anticapitalisme en plaidant pour

une « économie sociale et écologique de marché », complément à l'économie sociale de marché chère au capitalisme rhénan et reprise à l'échelon européen. Le parti sort éprouvé par ces contorsions idéologiques, qui l'ont aussi amené à soutenir les réformes structurelles du marché du travail controversées opérées sous Schröder (lois Hartz).

2 ■ Vision et priorités actuelles

Le défi des Verts, après 2005 et leur passage éprouvant aux affaires, était de changer l'image d'un parti monothématique, dédié à la seule protection de l'environnement, à l'approche punitive (*Verbotspartei*). Son programme 2021 cherche à conjuguer pragmatisme et exigence dans l'ensemble des politiques publiques. Il ressort que **la normalisation du parti n'empêche pas l'avance de mesures radicales**. Comme le résume l'un de ses slogans : « La radicalité est le nouveau réalisme ». Un réalisme enveloppé d'un narratif se voulant plus constructif et porteur d'espoir que dans les programmes passés.

Face au changement climatique, sur lequel *Die Grünen* reste le plus attendu, son programme détaille des mesures qui seraient adoptées dans les 100 premiers jours du futur gouvernement (*Klimaschutzsofortprogramm*). Il prévoit de rehausser les objectifs climatiques allemands en atteignant la neutralité climatique dès 2040 et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 70% par rapport à 1990 (contre 65% prévus dans la loi climat).

À cette fin, les Verts proposent un prix du carbone à 60€ la tonne (contre 35€ actuellement) dès 2023 sur les marchés des carburants et du chauffage (entraînant une hausse du prix de l'essence de 16 centimes), la fin de la vente de voitures neuves à essence d'ici à 2030 (la Commission européenne propose 2035) et la sortie du charbon à la même échéance (contre 2038

fixé actuellement). Emblématique, il compte limiter la vitesse sur autoroute à 130 km/h, comme le SPD (CDU et FDP veulent la laisser illimitée) et d'accroître la part du ferroviaire. Il entend poursuivre la sortie allemande du nucléaire, qu'il souhaiterait étendre à l'Europe. Il mise avant tout sur l'essor de l'hydrogène vert, des énergies renouvelables ainsi que sur le développement ferroviaire. **Ces fortes évolutions seraient socialement très accompagnées** (bourses de formation, fonds de bonus climatique pour les bénéficiaires de minima sociaux).

Au-delà, leurs mesures sociales prévoient **la hausse immédiate du salaire minimum** à 12 euros (contre 9,5 actuellement – 10,25 en France), l'établissement d'un revenu minimum sans condition, la mise en place progressive de la semaine de 30 heures, l'augmentation des impôts sur les hauts revenus, le droit au logement et la limitation annuelle des hausses de loyer, davantage de places en crèche. Plus largement, l'analyse de leur programme fait ressortir une volonté **d'enserrer l'économie allemande dans un « cadre socio-écologique »**, touchant tant les règles du commerce international, les investissements financiers, le soutien à l'innovation, le développement du numérique ou l'agriculture.

Sur le plan macroéconomique, les Verts adoptent une position inédite et défendent un **niveau élevé d'investissement public** (50 milliards d'€/an durant la décennie). Il s'agit d'accélérer la numérisation de l'Allemagne

et de ses services publics, vivement critiqués pour leur vétusté au cours de la crise du Covid-19, et de soutenir l'éducation et la formation. L'investissement sert surtout à financer massivement la recherche et l'innovation afin de soutenir la transition écologique et énergétique. Les Verts veulent, en effet, faire émerger un modèle économique alternatif, social et climatiquement neutre à l'horizon 2040 (contre 2045 prévu par la coalition sortante), propulsant l'Allemagne dans les pays à la pointe de la technologie, de la médecine et des énergies vertes.

Dans ce but, ils réclament de **relever progressivement le frein à l'endettement** (à 10% au lieu de 2% actuellement), inscrit depuis 2009 dans la constitution allemande. Ils sont aussi ouverts à une **révision du Pacte européen de stabilité**. Ils appuient la poursuite de l'Union économique et monétaire ainsi qu'une fiscalité européenne et un fort volet social européen.

Sur le plan géopolitique, les Verts partagent l'objectif d'accroître l'indépendance de l'Union européenne vis-à-vis des autres grandes puissances. Ils veulent ainsi que les capacités de l'UE, concernant l'industrie des semi-conducteurs atteignent 20% de la production mondiale, et soutiennent la création de grands pôles de recherche européens, contribuant à l'autonomie de l'UE en matière d'intelligence artificielle.

L'audace n'est pas non plus absente de leurs propositions en matière de politique étrangère et de défense. Les Verts sont **en faveur de l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN**, qu'ils souhaitent par ailleurs réorienter. Ils **s'opposent à l'objectif de 2% des budgets**

nationaux dédiés à la défense, veulent interdire l'usage de drones armés dans l'armée allemande et l'export d'armes allemandes en zones de conflits. Ils souhaitent l'adhésion du pays au traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires. Ils veulent réhabiliter le multilatéralisme. Atlantistes, ils sont **contre le gazoduc NordStream2** et préconisent une attitude de fermeté à l'égard de la Russie et de la Chine (opposition à l'accord de commerce conclu avec l'UE). Ils s'autoriseraient à se déclarer plus critiques envers la politique du gouvernement israélien. En réaction au retour des talibans au pouvoir en Afghanistan, ils se déclarent clairement en faveur de l'envoi de troupes pour évacuer tous les Afghans qui ont aidé l'intervention des Occidentaux.

Enfin, sur le plan sociétal, on retrouve des propositions chères aux Verts en matière de féminisme, de diversité, de politique migratoire ouverte ainsi que de démocratie participative. Le parti se montre désireux d'impliquer la société allemande dans toutes ses composantes dans son projet de transformation économique, notamment pour conduire la transition écologique.

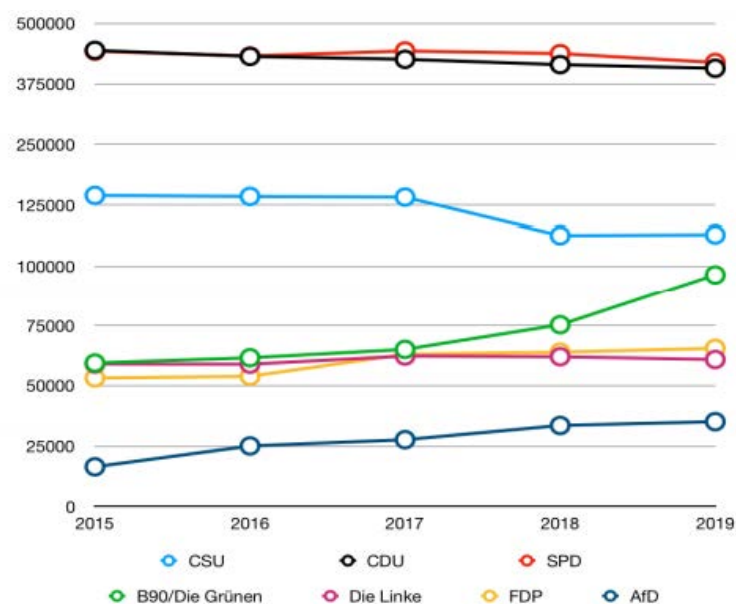
Au-delà de l'éventail des mesures proposées, le programme des Verts se distingue par un niveau de détail assis sur l'expertise. Le parti entretient un dialogue approfondi avec les milieux de recherche universitaire. La précision de son programme tranche notamment avec celui de la CDU aux promesses plus vagues. Mais cette différence d'approche tient à celle de leurs électors respectifs, celui des *Grünen* aspirant à une transformation en profondeur de l'économie et de la société allemandes, à l'inverse d'un relatif *statu quo*.

3 ■ Militants, dirigeants et électorat

Sans prétendre être devenu un *Volkspartei* à la façon traditionnelle du SPD et de la CDU, *Bündnis 90/Die Grünen* a élargi sa base militante. Au cours des dix dernières années, ils ont doublé leur nombre d'adhérents, franchissant la barre des 100 000 membres en avril 2020. Leur force reste loin derrière celle des sociaux-démocrates et des chrétiens-démocrates, toutes deux supérieures à

400 000 membres mais en net déclin. Elle devance, en revanche, largement désormais les libéraux (FDP, à plus de 63 000), l'extrême-droite (AfD, à près de 35 000) et l'extrême-gauche (*Die Linke*, à environ 61 000). Au-delà de leur nombre, **la voix des militants verts pèse dans un parti attaché à la démocratie de base** (*Basisdemokratie*) et qui prône la transparence.

GRAPHIQUE 1 ■ Évolution du nombre d'adhérent des partis politiques allemands (2015-2019)



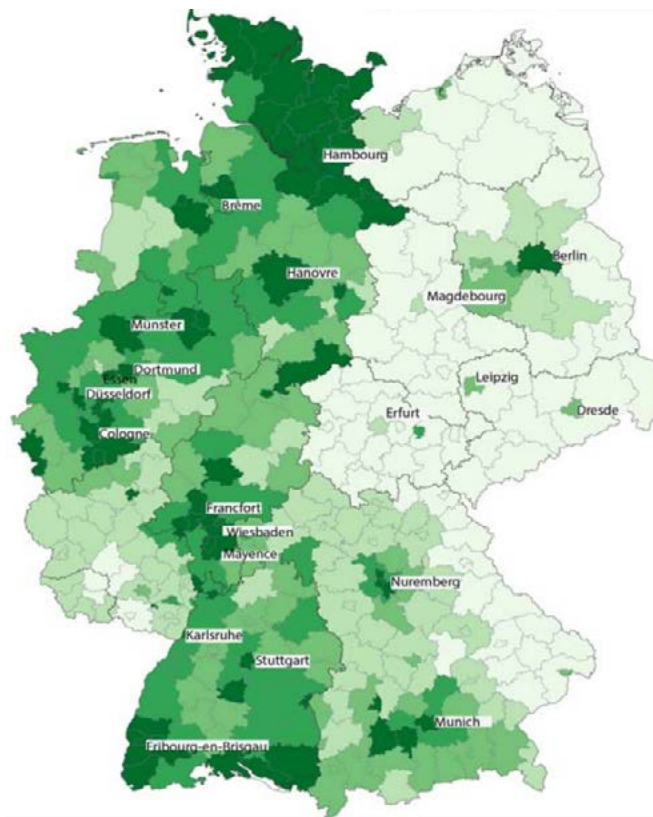
Sources : données de presse, Oskar Niedermayer, *Bündnis 90/Die Grünen*

Le profil sociologique des militants a évolué. **Plus de 70% sont diplômés**, comme chez les libéraux. Et, comme au FDP et à l'inverse de l'AfD, ses adhérents vivent pour l'essentiel à l'Ouest : ceux de l'Est ne représentaient que 7,5% des membres du parti en 2018. Les Verts tiennent très peu de mairies dans les *Länder* de l'ex-RDA. Ils expliquent leur faiblesse à l'Est en partie du fait que de nombreux jeunes l'ont quittée pour l'Ouest.

Le décalage Est-Ouest de la force militante du parti se retrouve dans son électorat,

ancré à l'Ouest. Et plus encore épanoui dans le Sud du pays. Les scores aux élections des Verts sont notables en Bavière, Hesse et Bade-Wurtemberg. Ce *Land* prospère est le seul dont le ministre-président est un Vert : Winfried Kretschmann, au pouvoir depuis 2011 et réélu confortablement en mars dernier. Son « conservatisme vert » épouse les aspirations d'un électorat *Grünen* ici nettement moins porté à gauche que celui au Nord, comme à Berlin.

GRAPHIQUE 2 ■ Carte des résultats des Verts allemands aux élections européennes de 2019



Source : Bundeswahlleit.

Ces contrastes au sein de l'électorat vert allemand et son ancrage territorial marqué n'empêchent pas d'en faire ressortir des traits sociologiques communs : ceux d'un **parti attirant les jeunes**, notamment primo-votants (36% des 18-29 ans votent pour les Verts contre 16% pour la CDU-CSU), habitant en ville, très éduqués. Autre trait caractéristique de cet électorat, il est un peu plus féminin. Aux élections européennes de 2019, 24% des femmes ont voté vert, contre 18% des hommes. *Die Grünen* comptent aussi **plus de femmes adhérentes que les autres partis** (41% contre 33% au SPD et 27% à la CDU). Les électeurs des Verts proviennent en partie du SPD mais aussi, dans une moindre mesure, de la CDU. Ces deux grands partis conservent une base électorale plus large.

En résumé, les Verts apparaissent moins comme un parti devenu centriste politiquement que davantage comme **un « parti du milieu »¹ sociologiquement**. En même temps qu'ils se sont normalisés autour d'un « réalisme radical », leurs idées se sont répandus dans une société allemande, qui se déclare très préoccupée par le changement climatique. Selon l'Eurobaromètre d'automne 2020, « les problèmes environnementaux et le changement climatique » arrivent en tête des grands enjeux à traiter par l'UE pour 60% des Allemands, loin devant une moyenne européenne de 45% (les Français y placent en premier « le terrorisme »). Au point que **les Verts se retrouvent désormais débordés par une frange de la jeunesse** lui réclamant des mesures environnementales plus audacieuses, à travers les manifestations des

1. LATTARD, A. 2013. « Les Verts de 2005 à 2013. Le succès fragile d'un parti assagi », *Allemagne d'aujourd'hui*, n°206, p. 120 à 130.

Fridays for Future. Des listes écologiques dissidentes (*Klimaliste* à des élections régionales) font apparaître les Verts comme un parti trop ouvert au compromis.

Cette évolution vers le milieu tant de l'électorat que de la force militante des *Grünen* se reflète dans sa **direction aujourd'hui dominée par les Realos**. Dans la campagne, le parti se montre uni derrière sa candidate

à la chancellerie, Annalena Baerbock, désignée sans primaires. Lors du congrès du 11 au 13 juin dernier, les délégués ont confirmé à 98,5% sa candidature, qui reprend tous les traits caractéristiques de l'électorat vert : jeune, femme, urbaine, très diplômée, de l'Ouest.

ENCADRÉ 1 ■ Une femme de dossier

Annalena Baerbock est née en 1980, à Hanovre. Mariée et mère de deux filles de 6 et 10 ans, la jeune femme incarne les ambitions d'un parti vert, pragmatique et réaliste. Siégeant depuis 2013 au Bundestag, elle se positionne comme une femme de dossier, compétente et consciencieuse. Elle était auparavant présidente du parti régional (de 2009 à 2013) dans le *Land* de Brandebourg. À la co-présidence des *Grünen* depuis 2018, aux côtés de l'écrivain et philosophe Robert Habeck. Ce dernier s'est entendu avec elle, sans consultation de leurs militants, pour se désister publiquement en sa faveur le 19 avril dernier et la laisser candidater à la chancellerie.

Juriste de formation, Annalena Baerbock a étudié la politique et le droit public à Hambourg. Elle a poursuivi ses études à la *London School of Economics* (LSE), où elle est diplômée, en 2005, d'un master en droit public international. Rapidement, la jeune quadragénaire souhaite s'engager pour la collectivité et entre en politique, avec la ferme intention de « changer les choses ». Dès 2005, elle devient membre du parti *Bündnis 90/Die Grünen*, puis porte-parole des groupes de travail du parti sur l'Europe (2008-2013). Elle a aussi été membre du Conseil du parti Vert européen de 2009 à 2012, après avoir été assistante parlementaire de l'eurodéputée Elisabeth Schroedter (de 2005 à 2008).

En juin 2021, Annalena Baerbock publie son livre-programme : *Jetzt. Wie wir unser Land erneuern*², (*Maintenant. Comment nous renouvèlerons notre pays*). Le ton y est à la fois optimiste et ferme. La candidate formule des projets ambitieux et radicaux pour son pays, nécessaires, selon elle, pour affronter la crise climatique et économique qui arrive. La jeune femme appelle au courage et à la solidarité. Elle entend mobiliser tous les corps de la société pour reconstruire une Allemagne moderne, écologique, sociale, compétitive et prospère, selon la vision de son parti.

Néanmoins, la candidate des Verts reste une mystérieuse anonyme, qui doit encore faire ses preuves auprès de l'électorat allemand. Sa jeunesse est à la fois sa force et son talon d'Achille. N'ayant encore jamais exercé de fonction dans le pouvoir exécutif, la critique lui reproche son inexpérience, face à des concurrents, Armin Laschet et surtout Olaf Scholz, profondément installés en politique dans une campagne où l'opinion juge davantage la personnalité des candidats à la chancellerie que leur programme. Annalena Baerbock souffre, en outre, d'une vague d'accusations à son encontre, courant juin-juillet, en particulier à propos de son livre-programme. Sa côte de popularité est, alors, en baisse constante (17% des intentions de vote le 11 juillet 2021), conjointement aux intentions de vote pour le parti. Le 24 juillet 2021, après avoir obtenu 25%, début mai, les Verts ne recueillent plus que 18% des intentions de voix (selon l'institut de sondage INSA). Elle est restée délibérément en retrait de la scène médiatique après les intempéries meurtrières de l'été, refusant une récupération politique du drame ; une attitude conforme aux attentes de son électorat.

2. BAERBOCK, A. 2021. *Jetzt. Wie wir unser Land erneuern*, Ullstein Buchverlage, 240 pages, 24,00€.

Plus flamboyant, le co-président des Verts, Robert Habeck est l'autre figure dominante du parti aujourd'hui. Élu depuis plus de 12 ans dans le Schleswig-Hollstein, ce philo-

sophe forme avec Annalena Baerbock un duo offensif, désireux de ramener les *Grünen* aux affaires fédérales et ouvert à cette fin à participer à une nouvelle coalition.

4 ■ Rapports de force et compromis

Les Verts allemands abordent les législatives en position de **premier parti d'opposition** face à une grande coalition droite-gauche, qui n'échappe pas à l'usure du pouvoir. Ils apparaissent en même temps comme un **partenaire crédible de coalition** par leur participation convaincante au pouvoir dans des formats très variés aux échelons locaux et régionaux. *Bündis90/Die Grünen* est engagé dans les exécutifs de 10 *Länder* sur 16 et à la tête de plusieurs municipalités.

Dans un scrutin législatif jugé très ouvert depuis le début de la campagne électorale, le scénario longtemps dominant d'une coalition noir/vert (CDU-CSU/Grünen) tenait moins la corde fin août. Les sympathisants des Verts eux-mêmes ne s'attendent pas à ce que leur candidate, créditée de moins de 20% des voix, parvienne à devenir chancelière. Sa campagne n'impressionne pas dans son propre camp, qui critique ses erreurs. Les intempéries de juillet n'ont pas bouleversé les tendances. Plusieurs observateurs la considèrent toute-fois l'objet d'attaques personnelles par la presse populaire d'outre-Rhin. La Russie est aussi soupçonnée d'influences dans la campagne contre elle, *via* les réseaux sociaux. Néanmoins, avec un score qui devrait doubler par rapport aux législatives de 2017, les Verts sont attendus dans une prochaine coalition fédérale. Eux-mêmes s'y préparent. S'ils arrivaient deuxième, ils pourraient revendiquer le poste de vice-chancelier, à la tête du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Le candidat chrétien-démocrate, Armin Laschet, est considéré suffisamment souple pour faciliter une telle coalition, là où d'autres candidats CDU plus raides et moins pro-

européens (tel que Friedrich Merz) auraient compliqué la tâche. La stratégie naturelle des conservateurs serait toutefois de se tourner vers les libéraux, dont la participation à une coalition dite « jamaïcaine » pourrait tempérer celle des Verts. Pour ces raisons, ces derniers n'auront pas intérêt à accepter la présence du FDP, avec qui leur programme se montre moins compatible (écologie, migration, investissements, affaires étrangères). **Les libéraux se montrent cependant déterminés à entrer dans la prochaine coalition** afin de rester crédibles comme parti de gouvernement. Au précédent scrutin, en 2017, ils avaient coupé court aux discussions pour une coalition « jamaïcaine ». Leur dirigeant, Christian Lindner, joue cette fois sa survie politique et revendique déjà le poste de ministre des Finances dans le futur gouvernement.

Une entrée des Verts à la chancellerie fédérale serait enfin possible par la formation d'une *Ampelkoalition* (coalition dite du feu tricolore, alliant *Grünen*, FDP et SPD, selon leurs résultats électoraux). Ce scénario n'est plus exclu au regard des derniers sondages électoraux, toujours mouvants et comprenant un fort taux d'indécis.

Le champ ouvert des coalitions possibles rend la durée de leur formation très incertaine. Le consensus prudent table sur un nouveau gouvernement allemand au mieux juste avant Noël mais probablement au-delà de cette date. Pour rappel, le précédent (Merkel IV) n'était entré en fonction qu'en mars de l'année suivant les élections du 24 septembre 2017. Un contrat pour une coalition noire/verte pourrait ne pas être le plus long à conclure car les positions des

protagonistes sont mieux connues ; mais **une coalition à trois partis, plus longue à conclure, apparaît plus attendue.**

Dans les négociations difficiles à venir, les Verts se savent déjà isolés dans leur remise en cause du frein à l'endettement qu'aucun autre parti ne soutient, y compris les sociaux-démocrates conduits par l'actuel ministre des finances, Olaf Scholz, très apprécié dans l'opinion publique. L'ambitieux plan d'investissements publics, élément-clé du programme des *Grünen*, apparaît dès lors compromis. La création d'un fond fédéral d'investissement est évoqué comme alternative. Avec de futurs députés Verts réputés plus à gauche que leurs chefs de file, ceux rejoignant l'exécutif dans la coalition pourrait se retrouver sous forte pression de ces élus durant la législature.

À Bruxelles, une coalition noir/vert serait accueillie en appui de la Commission von der Leyen, dont le Pacte vert européen et sa mise en œuvre par le paquet législatif *Fitfor55* s'accordent avec les priorités des *Grünen*. Leur arrivée au pouvoir dans la première puissance de l'Union européenne serait déterminante, alors que les partis écologistes sont au gouvernement actuellement dans six pays relativement petits ou moyens (Autriche, Belgique, Irlande, Finlande, Luxembourg, Suède). Les Verts européens joueraient davantage dans la cour des grands. La participation des Verts au gouvernement fédéral allemand renforcerait des candidatures vertes ailleurs, comme en Hongrie, celle du maire écologiste de Budapest, Gergely Karacsony, face à Viktor Orbán en 2022.

Une coalition noir/vert a aussi les faveurs de Paris, hormis sur la question nucléaire et sans doute migratoire. Une entente avec les Verts est jugée aisée et stratégique sur les questions économiques européennes pour pérenniser la relance budgétaire européenne et pour réviser le Pacte de stabilité. Un retour des libéraux est redouté, à l'inverse, en raison de leur attitude attendue comme intransigeante sur ces mêmes questions.

La coopération franco-allemande risque toutefois d'être considérablement retardée par des calendriers électoraux décalés. Après le 26 septembre, la France devra patienter avec un exécutif allemand en affaires courantes durant la formation d'une nouvelle coalition. Celle-ci pourrait ensuite démarrer au moment même où la France est, à son tour, en pleine campagne électorale.

Les Verts allemands sont au seuil du pouvoir. Leur retour dans une coalition pourrait, selon la prise en compte de leur ambitieux programme et les postes qu'ils détiendraient, avoir un impact significatif sur l'économie allemande et sa politique étrangère et européenne. Leur arrivée au gouvernement apporterait un appui décisif aux transitions énergétique et numérique impulsées dans l'Union européenne. Le moteur franco-allemand en serait approfondi ou bouleversé, en fonction aussi des propres évolutions politiques attendues en France en 2022.



■ Liste de personnalités rencontrées

- **Alexandre ADAM**, conseiller Europe à la Présidence de la République
- **Jens ALTHOFF**, directeur de la fondation Heinrich Böll à Paris
- **Corinne BALLEIX**, diplomate au Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères
- **Daniel FREUND**, député européen *Bündnis90 / Die Grünen*
- **Philippe LAMBERTS**, co-président du groupe des Verts au Parlement européen
- **Hans-Dieter LUCAS**, Ambassadeur d'Allemagne en France
- **Lorris MAZAUD**, conseiller diplomatique à l'Ambassade de France en Allemagne

■ Bibliographie

- ROBINET-BORGOMANO, Alexandre, « La politique économique des Verts allemands », *Institut Montaigne*, 16 mars 2021.
- KELLER, Thomas, « Les Verts allemands, des troisièmes voies à l'Europe rhénane ». In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°55-56, 1999. L'Allemagne ENTRE HISTOIRE ET MEMOIRE 1949 - 1999. pp. 40-50.
- LATTARD, Alain, « Les Verts de 2005 à 2013. Le succès fragile d'un parti assagi », *Allemagne d'aujourd'hui*, n°206, 2013, pages 120 à 130.
- LENSING, Annette, « Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement », *Notes du Cerfa*, n°158, Ifri, janvier 2021
- WINTER, Gaëlle, « Le parti écologiste allemand *Bündnis 90/ Die Grünen* et la politique de sécurité et de défense : la pondération en ligne de mire », *Fondation pour la recherche stratégique*, n°6, juillet 2020.
- Site Internet officiel du parti politique *Die Grünen/Bündnis 90*
- Programme officiel du parti politique *Die Grünen/Bündnis 90* pour la chancellerie 2021 (*Deutschland. Alles ist drin. Bereit, weil Ihr es seid*).
- „German Election. What does it mean for energy climate and mobility?“ (Webinar), Politico Pro, avec la participation de Joshua POSANER, Kalina OROSHAKOFF, Brigitte KNOPF, 8 juillet 2021.
- NIEDERMAYER, Oskar, « Die soziale Zusammensetzung der Parteimitgliedschaften », Bundeszentrale für politische Bildung, 26 août 2020.

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■ version originale ■ © Institut Jacques Delors



L'Europe pour les citoyens



PREMIER MINISTRE